

Rapport moral du Conseil d'Administration de l'OPL présenté en AG du 1er avril 2008 à La Bâthie (Savoie).

Mesdames, messieurs, chers collègues,

Mieux défendre les producteurs laitiers, voilà l'objectif de l'OPL depuis sa création en avril 2005. Voilà 3 ans que la section des producteurs de lait de la Coordination Rurale s'est transformée en syndicat de producteurs spécialisé, l'OPL.

Notre syndicat n'a pas ainsi cessé d'agir afin de faire entendre les choix et les désirs des producteurs et faire entendre sa différence. Différence vis-à-vis de la FNPL, qui, rappelons-le ne représente qu'une partie des producteurs mais qui veut, malgré cela, garder le monopole de la représentation au sein de l'interprofession, le CNIEL. Mr Brichart, Président de la FNPL, Président du CNIEL et Président du COPA l'a d'ailleurs rappelé récemment ; il n'est pas question de considérer les autres syndicats. En résumé, la moitié des producteurs qui ne se reconnaissent pas dans la FNPL n'ont pas le droit à la parole ; nous pourrions même dire d'exister, rappelons-nous d'ailleurs les termes qu'ils employaient encore récemment, les fameux producteurs d'avenir !

Toujours est-il que pendant ce temps, la FNPL n'a cessé de cautionner la baisse du prix du lait pendant de nombreuses années et quand celui-ci a augmenté l'année dernière, en accord avec les coopératives (bonnets blancs, blancs bonnet), l'augmentation a été ridicule, en tout largement en dessous des augmentations effectives chez nos voisins européens.

Alors, certains diront encore que la critique est facile et que nous en sommes friands! Nous répondrons que la critique est objective et que s'ils se sentent coupables, là au moins, ils ont raison sur ce point. La FNPL ne défend pas les producteurs.

Nous ne faisons que constater et il est vrai que parfois, la vérité est difficile à entendre.

En 2007, le prix du lait a augmenté. La conjoncture sur le marché mondial a été favorable. L'augmentation de la consommation dans les pays émergents, la forte demande en chine, cela associé à une sécheresse en Nouvelle –Zélande et en Australie, l'offre n'a donc pas suffi à couvrir les besoins. Pour autant, alors que le prix du litre de lait a atteint voire dépassé les 40 centimes d'euros chez nos voisins et amis européens, la France reste à la traine ! Pourquoi nous ferions exception ? Il n'est pas normal que sous couvert de l'interprofession, les producteurs qui ont payés largement et depuis des années la restructuration de la filière, notamment par le mécanisme de la flexibilité, doivent subir le dictat essentiellement des coopératives avec l'appui de la FNPL ?

Les industriels privés ont de leur côté, été bien contents, et qui peut leur reprocher, de ne pas avoir augmenté davantage le prix du lait alors que l'interprofession faisait des recommandations de prix bien frileuses.

Le mépris des producteurs en France, cette absence de reconnaissance d'une large partie des producteurs au sein de l'interprofession doit nous inciter à continuer à nous défendre fermement. Si ce combat est inégal en France, nous devons le mener au sein de l'Europe. C'est pourquoi l'OPL, dès le mois d'août dernier à fédérer officiellement à l'EMB, l'European Milk Board. Pascal Fuin nous le rappellera tout à l'heure dans le rapport d'activité.

Cette union de producteurs européens représente ainsi une force de plus de 90 000 producteurs de 14 pays européens. Cela représente pas loin de 30% de la collecte de lait européenne. Cela ne peut que compter et peser sur les décisions européennes et donc sur notre devenir.

90 000 producteurs qui ont un discours commun, clair et objectif : Seul un prix rémunérateur permet aux producteurs de vivre correctement et dignement de leur travail quotidien, seul un prix équitable permet le maintien des producteurs sur nos territoires et pourquoi pas espérer de voir des jeunes reprendre le flambeau.

Les dernières semaines de la campagne qui prend fin nous ont montré, s'il était nécessaire de le démontrer que c'est bien le prix qui conditionne la production et non une augmentation des allocations de fin de campagne, comme certain voudrait bien le faire croire.

Le retour de bâton est proche, soyez en sûr ! A produire plus, les laiteries n'arrivent plus à gérer le volume, le prix du lait spot a été divisé par 4 en quelques jours et le prix du lait va redescendre, nous le verrons rapidement sur nos factures de lait. Il est clair qu'il faut créer le besoin pour garantir un prix.

L'un des thèmes de Notre congrès de cet après-midi sera sur ce sujet : Maîtrise de la production et prix rémunérateur : la voie d'avenir pour les producteurs.

Il faut donc se battre ensemble, avec nos amis européens pour faire comprendre à nos responsables européens et notamment à la commission européenne que la voie choisie actuellement du libéralisme, par la suppression du système de régulation que sont les quotas est la certitude de l'élimination des producteurs.

La maîtrise de la production est incontournable, remettons en cause la mauvaise gestion des quotas depuis des années, ne remettons pas en cause le système de maîtrise de la production qui a démontré, dès lors que la gestion en est intelligente, son intérêt. Nous avons eu lors de notre congrès de 2006 en Bretagne, une très bonne analyse par Mr Gouin de l'efficacité de cet outil de gestion, aussi bien pour les producteurs que les consommateurs.

Alors, que nous propose-t-on en lieu et place des quotas ? la contractualisation ? Attention, nous le répétons, la contractualisation telle que l'on nous la propose est le premier pas vers l'intégration.

Le contrat nous lie avec notre laiterie, avec un volume défini, une qualité mais qui discute le prix. Pas vous, signataire du contrat, mais l'interprofession. Quand nous voyons comment l'interprofession a méprisé les producteurs ces dernières années, il est inconcevable de permettre une telle évolution. En résumé, ce serait pour nous producteurs, les contraintes et les difficultés, mais sûrement pas la juste rétribution !

Pour revenir sur le prix du lait et des produits laitiers, vous avez tous entendu ou lu que les transformateurs ne pouvaient augmenter davantage le prix payé aux producteurs faute de pouvoir répercuter ces hausses sur les prix à la consommation. Il est honteux de voir de la transformateurs justifient les augmentations de leurs produits auprès des distributeurs (et donc des consommateurs) par l'augmentation du prix du lait payé aux producteurs. Quelle est la part du coût du lait dans un produit laitier fini, dans un yaourt, dans un fromage.... Avons-nous vu le prix des produits baisser dans les linéaires des magasins quand le prix du lait à baisser pour nous les dernières années ? Non. Ce n'est pas l'OPL qui le dit, ce sont les sources statistiques officielles, l'Insee par exemple.

Il est donc essentiel pour nous de rappeler et nous l'avons d'ailleurs communiqué à plusieurs reprises, que l'augmentation moyenne du lait payé aux producteurs n'a été que de 7.42% en 4 ans, entre janvier 2003 et décembre 2007. On est loin des 30% comme annoncé par voie de presse par quelques laiteries ! D'ailleurs, les prix actuels correspondent aux mêmes prix que ceux payés en 2001, mais évidemment les charges sont belles et bien celles d'aujourd'hui et non celles de 2001 !

Voilà encore quelques chiffres, de parution très récente : Les laiteries ont réalisé une année exceptionnelle. Pour quelques unes, l'année 2007 sera probablement une année record en profits ! Lactalis voit son chiffre d'affaire augmenter de 32%, Bongrain voit son résultat courant flamber de 60% etc... Ne vous méprenez pas, que les entreprises réalisent de fortes progressions, qu'elles créent de la valeur ajoutée, de l'emploi, nous ne pouvons que nous réjouir, mais notre devoir est de rappeler que les producteurs qui ont lourdement payé et cela pendant plusieurs années ont le droit aujourd'hui de pouvoir également bénéficier de la conjoncture favorable par un prix plus juste, plus équitable.

Alors, il nous faut continuer à défendre notre métier, notre existence. Dans le cadre du bilan de santé de la PAC, il est indispensable que nous soyons pris en compte, en tant qu'individu et non qu'en données statistiques.

Il faut exiger une véritable politique agricole européenne, revenir à un marché européen solvable et viable, avec des prix justes et rémunérateurs pour tous.

N'oublions pas que le marché européen est le 1^{er} marché solvable au monde !

C'est à nous producteurs, de montrer ce que nous voulons faire de notre avenir, de notre devenir. Ce combat, c'est à vous, c'est à nous producteurs, tous ensemble de le mener. Nous avons le soutien de nos collègues européens, ils ont notre soutien.

A ce titre, je souhaite vous lire la résolution que nous avons prise au sein de l'EMB le 13 février dernier.

Résolution des producteurs de lait européens
RÉGULATION ACTIVE DU MARCHÉ :
DES MARCHÉS ÉQUILIBRES – DES PRIX ÉQUITABLES

Depuis 2007, les marchés européens et internationaux du lait connaissent la première fois depuis longtemps une évolution positive. Dans les années précédentes, les prix extrêmement bas versés aux producteurs de lait provoquèrent un net recul de la production laitière dans certaines régions ainsi qu'un tarissement des excédents et des réserves en UE. Les exportations de produits laitiers européens n'échappèrent pas à ce déclin qui attisa une hausse tout aussi sensible du prix de ces mêmes produits sur le marché mondial.

A la lumière des changements observés sur le marché, des efforts sont déployés en UE afin de restaurer la situation d'excédent et ainsi de rétablir les pressions exercées sur les prix à la production laitière. Les suggestions actuelles concourent toutes à cet objectif.

Plus de 4 500 producteurs de lait se sont rendus le 13 février à Bruxelles pour opposer leur refus catégorique à cette exigence posée par les politiques et les fonctionnaires. Les producteurs de lait européens affirment clairement qu'à long terme, ils ne sont pas en mesure d'assurer la production laitière à un prix inférieur aux coûts de production. En l'absence de prix à la production couvrant les coûts de production, l'approvisionnement des citoyens européens en produits laitiers sains issus d'une filière européenne de qualité ne peut être garanti. Des régions entières pourraient abandonner la production laitière, entraînant des conséquences dramatiques pour le tissu socio-économique local et le paysage transformé par l'homme.

Les revendications précises des producteurs de lait en Europe se déclinent comme suit :

Une production laitière doit être préservée sur la totalité du territoire européen
Le prix du lait en Europe doit couvrir les coûts de production, incluant une rémunération juste et comparable du travail
Une régulation souple des volumes qui adapte l'offre à la demande et se trouve dans les mains des producteurs.
Une protection externe efficace contre le dumping.

Seuls ces impératifs permettront d'approvisionner en toute sécurité et de façon durable les citoyens européens en produits laitiers non seulement de haute qualité mais dont la production répondra aux mêmes critères de pérennité, de respect de l'environnement et de préservation d'un paysage cultivé européen unique en son genre.

Nous, producteurs et productrices de lait regroupés au sein du European Milk Board (EMB), sommes déterminés à lutter pour notre avenir et à ne pas nous laisser sacrifier sur l'autel du libre échange ! Nous engageons dans notre lutte l'industrie laitière européenne. La filière laitière n'a de l'avenir que si les coûts de production peuvent être couverts.

Si les laiteries refusent de coopérer avec nous pour établir des conditions de cadre adéquates et de payer un prix à la production de lait couvrant pleinement les coûts de production, elles s'exposent au risque d'arrêt de la livraison de lait.

Nous comptons donc sur vous, sur votre réactivité, sur votre soutien. Merci de votre attention

Jean-Louis Naveau.
Président de l'OPL.